

La Paix, c'est la guerre. Faut-il négocier maintenant avec Poutine ?

Monde / International et défense

Par [Thorniké Gordadzé](#)

Publié le 23 janvier 2023

Chercheur en relations internationales, enseigne à sciences po paris

N'est-il pas temps de mettre un terme à la terrible guerre qui déchire l'Ukraine en entamant le plus rapidement possible des négociations avec le Président russe ? Cette idée, de plus en plus fréquemment avancée à mesure que la guerre se prolonge, servirait-elle vraiment la cause de la paix ? Examen des arguments.

Sommaire

1. La paix vaut mieux que la guerre

2. La paix négociée évite l'utilisation de l'arme nucléaire

3. En n'humiliant pas la Russie, nous évitons une nouvelle guerre

4. Nous avons beaucoup donné à l'Ukraine, beaucoup trop

5. Les Etats-Unis pourraient finir cette guerre si et quand ils le souhaitent

6. La défaite de la Russie provoquera la montée des extrémistes ou la dislocation de l'Etat russe et cela constitue un danger important pour l'Europe

Derrière le soutien affiché à l'Ukraine des gouvernements occidentaux, derrière la fourniture d'armes et l'aide financière, se profile une série de discours sceptiques émis par certains milieux politiques, acteurs économiques et experts en géopolitique. Même si, parmi les auteurs de ces discours, les opinions des traditionnels *Putin Versteher* prévalent, ils entraînent, la fatigue de la guerre aidant, de nombreux représentants *mainstream* impatients de voir la guerre s'arrêter.

Au Centre et à l'Est de l'Europe, la France a toujours eu la réputation de chercher l'apaisement avec la Russie, de plaider pour « comprendre » les visées expansionnistes russes. Alors, plus de dix mois après le 24 février 2022, sonnée au début par le choc de l'agression injustifiée et par la révélation des crimes de guerre massivement commis par l'armée russe, une partie non négligeable de l'opinion revient lentement aux fondamentaux de la réflexion géopolitique française d'avant l'invasion. Ces idées assez solidement ancrées dans le débat public sont les suivantes : la Russie aurait des intérêts géopolitiques légitimes (comprendre : une zone d'influence au-delà de ses frontières), l'OTAN serait une menace pour elle et l'Ukraine devrait au mieux devenir un Etat tampon. Les sanctions occidentales nuiraient beaucoup plus à nos économies occidentales et particulièrement aux économies européennes qu'à la population russe, tandis que les Etats-Unis en profiteraient et se retrouveraient encore plus renforcés économiquement et géopolitiquement. C'est le maximalisme

ukrainien qui serait le principal obstacle à la paix : il suffirait que Kyiv renonce à une partie de son territoire et se déclare neutre pour que la guerre s'arrête. Par ailleurs, cette Ukraine que nous aidons tant serait un pays peu fiable, corrompu et ne respectant pas les droits linguistiques des minorités... S'ajoutent à cela les méditations sur l'Histoire du Président de la République qui, faisant un parallèle entre l'Allemagne de 1918-19 et la Russie d'aujourd'hui, juge opportun de rappeler à intervalle régulier « qu'il ne faut pas humilier la Russie ». Toutes ces réflexions ou opinions se rejoignent et se cristallisent en un désir plus ou moins avoué de négociations rapides avec Vladimir Poutine. Ce désir est d'autant plus difficile à contenir que ce dernier, passablement affaibli à la fois sur la scène internationale et sur la scène interne, et confronté aux avancées sur le front des troupes ukrainiennes, feint d'envoyer des signaux dans ce sens ❶. Le tout-puissant maître du Kremlin serait prêt à négocier, alors que ces coriaces Ukrainiens s'obstinent à vouloir libérer la totalité de leur territoire et ne tolèrent qu'une victoire franche et nette sur la Russie.

Que la paix soit préférable à la guerre est un axiome que tout le monde partage. Bien plus que chacun de nous, les Ukrainiens, qui ressentent dans leur chair toutes les horreurs de l'agression russe, la désirent au plus haut point. Certains Européens qui, engourdis dans l'étrange brouillard d'un syndrome de Stockholm, reprochent à l'Ukraine de ne pas vouloir la paix, ajoutent à une grave faute morale une faute politique et stratégique majeure. Par cette étrange alchimie, nous reprochons donc à la victime son acharnement à vouloir se défendre, alors que nous nous contentons de hausser les épaules en parlant de l'agresseur, soupirant que telle serait sa nature. Doit-on conclure la paix à tout prix ? Ou, au moins, au prix de la souveraineté de l'Ukraine et de son intégrité territoriale ? Une telle paix sera-t-elle durable ? Quel crédit apporter à la signature de Vladimir Poutine qui, encore vingt-quatre heures avant l'invasion, assurait que le risque d'attaque contre l'Ukraine était le fruit de l'imagination malade des

Occidentaux ? Une telle paix nous prémunirait-elle contre d'autres invasions russes ? Ou, au contraire, favoriserait-elle des nouvelles guerres ? Est-ce qu'en ne voulant pas « humilier la Russie », c'est-à-dire en lui donnant la possibilité de se sentir victorieuse en engrangeant des conquêtes territoriales, nous créons des conditions pour une stabilité durable en Europe et au-delà ? S'il faut éviter d'humilier la Russie, peut-on pour autant se permettre d'humilier l'Ukraine ?

Essayons d'analyser et de critiquer un par un les arguments de ceux qui plaident en faveur des négociations avec Poutine, en ne prenant en considération que les arguments qui paraissent les plus « raisonnables » à première vue et en écartant les théories au sujet des "nazis" et des "satanistes" ukrainiens ou encore celles qui suggèrent que l'OTAN étant sur le point d'envahir la Russie. Ces derniers narratifs de la propagande du Kremlin ne convainquent que l'audience interne russe et quelques extrémistes marginaux à l'Ouest.

1. La paix vaut mieux que la guerre

Il faut cesser les hostilités pour économiser les vies humaines et éviter de plus grandes destructions de l'économie et des infrastructures. C'est l'argument de bon sens par excellence. Il l'est tellement que Vladimir Poutine en fait désormais mention dans ses discours, tout en continuant en parallèle d'ordonner depuis le début de l'hiver les bombardements massifs des infrastructures civiles laissant une grande part de la population ukrainienne sans eau et sans électricité. Poutine parle de la paix tout en continuant de déverser sur les populations russes par l'intermédiaire d'une télévision totalement à ses ordres, la propagande la plus abjecte qui va jusqu'à appeler au meurtre des Ukrainiens, à la destruction de leur Etat et à l'invasion des pays baltes, de la Pologne, de l'Allemagne, voire du Royaume Uni et de l'Amérique... Ces actions sont difficilement

compatibles avec une réelle volonté de paix et nous serions excessivement crédules si nous ne soupçonnions pas Vladimir Poutine de vouloir user de la paix comme d'un instrument tactique, sans jamais renoncer à son objectif stratégique : la destruction de l'Ukraine et l'extension territoriale de son État aux dépens des voisins.

Ceux qui reprochent à l'Ukraine de vouloir continuer la guerre jusqu'à la victoire, sont en revanche prêts à offrir, afin de l'apaiser, une victoire à la Russie. Pour mieux comprendre l'immoralité et la cécité de ces arguments, comparons simplement ce que "la victoire" signifie pour l'Ukraine et pour la Russie. Pour la première, cela veut dire la libération de son territoire et la restauration de son intégrité territoriale dans les frontières internationalement reconnues et rien de plus. La victoire ukrainienne ne signifie pas la conquête de villes et de régions de la Russie, la prise de Moscou, la tenue d'un défilé militaire des forces armées ukrainiennes sur la Place rouge ou encore l'installation au Kremlin d'un régime loyal à Kyiv. En revanche, la victoire que certains d'entre nous sont prêts à concéder à Poutine signifie la conquête des territoires ukrainiens. Il s'agit d'un acte non seulement immoral, mais aussi illégal au regard du droit international. Nous semblons oublier que Moscou occupe encore militairement en Ukraine un territoire grand comme presque trois fois la Belgique et que plusieurs centaines de villes et de villages ukrainiens sont rasés, que des millions d'Ukrainiens sont encore réfugiés ou déplacés et que des dizaines de milliers d'enfants ukrainiens, orphelins pour la plupart, ont été enlevés et déportés en Russie où ils subissent un terrible lavage de cerveau.

Comment peut-on encore croire Poutine quand il parle de paix ? Rappelons qu'il s'agit d'un homme qui a bafoué tous les traités internationaux, les accords bilatéraux et les lois de son propre pays, y compris les lois qu'il a lui-même fait adopter. Comment croire l'homme qui nous assurait que la guerre contre l'Ukraine était inimaginable et qui, la veille encore d'une invasion

préparée depuis de longues années, protestait qu'il s'agissait là d'une hystérie occidentale sans fondement ? La paix avec Poutine aujourd'hui signifie en réalité plus de guerre, plus de morts et plus de destructions. Poutine ne peut que recommencer la guerre, la guerre est dans la nature même du régime qu'il a instauré et qu'il dirige. Tant qu'il ne sera pas défait, il continuera d'user de ce moyen pour perpétuer son pouvoir.

2. La paix négociée évite l'utilisation de l'arme nucléaire

Cette thèse est également erronée. Car il n'y a aucune garantie de non-utilisation de l'arme nucléaire par Poutine. Il l'utilisera ou essaiera de l'utiliser quand il le jugera nécessaire. Les Russes, avec la Corée du Nord, sont ceux qui parlent le plus facilement de la guerre nucléaire parmi les États possédant la bombe. Ceci n'est pas nouveau. « La bombe » fait quasiment partie du folklore quotidien, des discours du café de commerce : "Si on nous embête, on enverra la bombe ! On rasera Washington, Londres, Paris et Berlin !" – entend-t-on régulièrement dans les talk-shows télévisés. Cette ambiance est savamment entretenue par les instruments du régime : la télévision, les instituteurs des établissements scolaires ou des personnalités du sport et du show-business pro-Poutine. Céder au Kremlin une partie de l'Ukraine n'arrêtera pas la menace nucléaire. Au contraire, fort de sa victoire par la terreur, il continuera de menacer pour obtenir d'autres avantages et d'autres concessions. D'autant plus que, désormais, la faiblesse de l'armée russe conventionnelle a éclaté au grand jour et que l'arme nucléaire est l'unique chose qui permet à Moscou de tenir le monde en joue.

Il faut donc vivre avec cette tension permanente tout en la relativisant : sans éliminer complètement le risque, il faut toujours garder à l'esprit le fait que ces gesticulations nucléaires sont faites avant tout pour effrayer les opinions européennes. Le régime russe se plaît à jouer aux personnages dostoïevskiens, impulsifs, illuminés et irrationnels, capables de tout détruire, de mourir en se sacrifiant à leur idéologie. Ces discours effrayants et apocalyptiques riment mal avec le caractère profondément kleptocratique et matérialiste des élites dirigeantes russes qui, depuis des décennies, accumulent des signes ostentatoires de richesse avec leurs yachts et leurs villas méditerranéennes, leurs voitures et accessoires de luxe. Ce messianisme dirigé surtout à l'attention du peuple (et accessoirement vers les occidentaux terrorisés) est totalement cynique. Ainsi, en mal de recrutement de nouvelle chair à canon, une propagande délirante au sujet des bienfaits de la mort pour la patrie et de la promesse du paradis est lancée depuis les écrans de télévision et les chaires des prédicateurs des églises orthodoxes. Le plus révoltant dans cette histoire est le fait que ces récits sont distillés par les millionnaires en dollars, possédant des villas en Italie et des montres valant plus que ce qu'un ouvrier russe peut gagner en salaire tout au long de son existence.

Toutefois, il semblerait que la menace de l'emploi de l'arme nucléaire impressionne moins les Ukrainiens que les Occidentaux. Or, les premiers sont infiniment plus exposés à l'usage d'une arme nucléaire tactique que les seconds. Nombreux sont ceux en Europe qui craignent que la Russie acculée et confrontée à l'imminence d'une défaite y ait recours. L'efficacité purement militaire de la manœuvre est discutable car, plus que détruire l'armée adverse, l'arme atomique inflige des dégâts colossaux aux zones habitées. La probabilité de son emploi reste très faible mais, si elle existe, c'est surtout l'Ukraine qui pourrait en être la cible. Rappelons que cette dernière, contrairement aux occidentaux (parapluie nucléaire américain), ne dispose pas d'arsenal nucléaire grâce au très inspiré

mémorandum de Budapest de 1994. L'amertume des Ukrainiens est grande, quand ils se rendent compte que s'ils n'avaient pas renoncé, sous pression occidentale, à l'arsenal nucléaire hérité de l'URSS, toutes les menaces russes auraient perdu de leur sens. Il est donc assez paradoxal de demander à celui qui est le plus exposé au risque d'attaque nucléaire de cesser de résister afin d'apaiser les peurs de ceux qui le sont infiniment moins.

3. En n'humiliant pas la Russie, nous évitons une nouvelle guerre

Ceux qui soutiennent cette thèse, à l'instar d'Emmanuel Macron, suggèrent un parallèle avec le traité de Versailles et l'humiliation allemande par les alliés à l'issue de la Première guerre mondiale. Ce parallèle historique est erroné, car Versailles et le démantèlement de l'Empire allemand peut au mieux être comparé à 1991, avec néanmoins une différence notable : l'URSS a implosé de l'intérieur et non pas à cause de la défaite militaire face à l'Occident. A vrai dire, même l'idée de l'humiliation russe en 1991 est extrêmement contestable car l'Occident et les Etats-Unis en particulier avaient au contraire beaucoup œuvré pour éviter l'éclatement de l'URSS et, plus tard, celui de la Fédération de Russie. Si la Russie a survécu à l'anarchie et à l'effondrement économique des années 1990, si elle a su garder le statut de seule puissance nucléaire à l'Est de l'Europe, c'est bien grâce au soutien occidental, qui regardait avec l'horreur les possibles conséquences de la dislocation totale de l'Etat russe. Si une analogie historique est pertinente aujourd'hui, ce n'est pas avec la situation de 1919, mais plutôt avec celle de 1939. Il est désormais trop tard pour réfléchir à la manière d'éviter l'humiliation russe, d'autant plus que nous avons déjà eu nos Munich (les invasions de la Géorgie en 2008, de la Crimée et du Donbas en 2014) et que nous avons accoutumé le Kremlin pendant des années à notre passivité et

notre complaisance face à ses violations du droit international et ses occupations de territoires dans les Etats voisins.

De plus, la notion « d'humiliation » est très ambiguë et peu claire aussi bien du côté des « apaiseurs occidentaux », que du côté de la direction politique russe. Quel est le point à partir duquel la Russie de Poutine commence à se sentir humiliée ? Comment ne pas "humilier" quelqu'un qui considère que la Russie doit retrouver les frontières de la période tsariste et que la moitié de l'Europe doit-être sous son joug ? Rappelons tout de même que Poutine, sous forme d'ultimatum, exigeait à la veille de l'invasion de l'Ukraine le retour de l'OTAN à ses positions d'avant 1997. Accepter les exigences de Poutine afin de ne pas l'humilier, c'est l'encourager à continuer la guerre ; lui donner la Crimée et le Donbas, c'est lui donner l'impulsion pour se lancer dans une autre guerre future, en Ukraine ou ailleurs.

En 1945, l'Allemagne a été occupée par les alliées et elle a été dénazifiée. Même si la même chose paraît peu envisageable à l'égard de la Russie actuelle, le soutien à l'Ukraine, la contribution matérielle et financière à sa victoire, c'est-à-dire à l'expulsion de l'agresseur hors des frontières ukrainiennes, donnera au contraire un puissant coup d'accélérateur à de profonds changements en Russie.

4. Nous avons beaucoup donné à l'Ukraine, beaucoup trop

C'est l'argument aussi bien des conservateurs populistes (d'une bonne partie de la droite française et du parti Républicain américain, par exemple) que celui de la gauche radicale. Oui, l'aide militaire et financière accordée à l'Ukraine est impressionnante et sans précédent. Beaucoup de pays du Sud en crise envient une telle mobilisation et un tel élan de

solidarité, notamment lorsqu'il s'agit d'accueillir les réfugiés ukrainiens. Mais il est évident que la guerre en Ukraine et son issue auront un impact infiniment plus fort sur l'avenir de l'Europe que les conflits en Afrique ou même au Moyen Orient, si violents et inhumains soient-ils. Notre plus grande implication est donc facilement compréhensible.

Nous avons donné beaucoup, mais nous n'avons pas donné ce que l'Ukraine donne pour la sécurité et la liberté de nous tous et il s'agit de la chose la plus précieuse au monde : la vie de milliers de ses fils et de ses filles. D'après les calculs de novembre 2022, l'aide militaire américaine à l'Ukraine depuis le début de l'agression équivalait à 5,6 % du budget annuel du Pentagone. Or, 5,6 % pour infliger au rival potentiellement le plus important des armées occidentales les dommages qui le rendent incapables de rivaliser avec nous sur le plan conventionnel pour des longues années à venir, ce n'est pas très cher payé. Surtout si nous les comparons au désastre financier que fut l'Afghanistan.

Ce que l'Ukraine fait pour le monde libre n'a pas de prix. Non seulement Kyiv a mis un coup d'arrêt à l'impérialisme et à l'expansionnisme russes, à son idéologie fascisante du « Monde russe », liberticide et raciste, mais elle a également fait tomber le mythe de la toute-puissance de l'armée russe. Crainte et respectée encore hier, celle-ci, devant la résistance héroïque de l'armée ukrainienne est apparue au grand jour comme une armée en guenilles, sous-équipée et sous-entraînée, dirigée par des officiers supérieurs corrompus et haïs par les hommes du rang ; une armée à la merci des repris de justice relâchés des prisons à la va-vite par la milice Wagner et des soudards de l'armée personnelle de Kadyrov ; une armée qui, au bout de plusieurs mois de combats, utilise des missiles plus vieux que les soldats qui les manipulent.

Un constat amer de plus : si les occidentaux avaient donné à l'Ukraine un dixième du matériel militaire qu'ils donnent aujourd'hui et s'ils ne s'étaient pas abrités des années durant

derrière le principe de la « non-escalade » alors que Kyiv les en suppliait, y compris la livraison des armes défensives les plus basiques, Vladimir Poutine aurait probablement hésité davantage avant d'envoyer ses troupes à l'assaut du pays.

5. Les Etats-Unis pourraient finir cette guerre si et quand ils le souhaitent

Non, Washington n'est pas à l'origine de cette guerre. Au contraire, il a vainement cherché à apaiser la Russie par ses innombrables tentatives de "reset". Mais il est aussi évident que les Etats-Unis peuvent peser lourdement sur l'évolution de cette guerre, car l'Ukraine ne peut pas se défendre longtemps sans l'aide militaire fournie par ces derniers. Mais, contrairement à ce que semblent souhaiter les tenants de cette thèse, c'est-à-dire l'arrêt de la fourniture du matériel militaire à Kyiv pour faire cesser la guerre au plus vite, nous sommes en droit de penser qu'à l'inverse, les Etats-Unis pourraient fournir une masse critique d'armement pour que l'Ukraine puisse achever la libération de son territoire et faire cesser la guerre de cette façon. En réalité, les Etats-Unis ont trop longtemps été timorés dans la fourniture de leur aide. Pendant trop longtemps, ils accordaient trop peu, trop tard et ceci toujours au nom du sacro-saint principe de la "non escalade". Les choses ont évolué depuis l'invasion, surtout depuis le constat que les Ukrainiens opposaient une réplique puissante à l'ennemi et qu'ils étaient capables de passer à la contre-offensive. Il est utile de rappeler aux tenants des théories conspirationnistes que 10 mois après le début de la guerre, les Ukrainiens n'avaient toujours reçu aucun char d'assaut et aucun avion militaire de la part des alliés occidentaux. Quant aux fameux Himars et autres systèmes d'artillerie modernes offerts, les missiles qui les accompagnent

sont strictement limités au rayon de 80 kilomètres, rendant de ce fait impossible la destruction par l'Ukraine des cibles militaires situés en profondeur dans le territoire de la Fédération de Russie. Même la Crimée illégalement annexée par la Russie n'est pas encore atteignable par le matériel militaire occidental.

Dans une interview récente (*The Economist* du 15 décembre), le général Zaluzhnyi, le chef de l'Etat-major de l'armée ukrainienne et l'artisan de plusieurs contre-offensives couronnés de succès, donnait la liste du matériel nécessaire pour que les Forces armées ukrainiennes puissent arriver aux lignes de front antérieures au 24 février 2022 : 300 chars d'assaut, 700 blindés et autant de pièces d'artillerie.

6. La défaite de la Russie provoquera la montée des extrémistes ou la dislocation de l'Etat russe et cela constitue un danger important pour l'Europe

Oui, cela comporte des risques, mais rappelons que le régime actuel a déjà lancé plusieurs guerres sur le continent européen et mène une "guerre hybride" contre l'Occident depuis de nombreuses années. Le pire régime nationaliste est celui déjà en place à Moscou, qui est aussi impérialiste et expansionniste. Il est difficile d'imaginer que nous aurions quelque chose de pire après son effondrement. Il est difficile d'imaginer ce qui pourrait être pire que Bucha, Irpin, Mariupol, Grozny ou Alep.

De plus, l'agitation du spectre de la prise du pouvoir à Moscou par un Prigozhine, un Kadyrov ou un Girkin, sert avant tout les intérêts de Poutine lui-même. Ce dernier a toujours souhaité apparaître comme un "modéré" par comparaison avec une série de vandales sanguinaires ou ultranationalistes, savamment nourris et protégés par le Kremlin lui-même. Alors que le régime ne tolère aucune opposition, que les citoyens lambda sont condamnés à de longues peines de prison pour des simples prises de parole critiques sur internet, certaines personnalités minutieusement sélectionnées (les mêmes Girkin ou Prigozhine) se permettent une critique violente de l'action du gouvernement ou celle de l'Etat-major des armées.

L'idée selon laquelle une Russie faible est une menace pour le monde n'est pas neuve et elle est particulièrement populaire au sein de la classe politique en France, le pays où l'on a souvent considéré la Russie comme un contrepoids potentiel à la puissance américaine et, plus récemment, comme un allié possible pour contrebalancer la Chine. L'affaiblissement, voire la dislocation de la Fédération de Russie comporte des dangers et des défis pour l'Occident, mais il est peut-être temps de se demander si ces dangers sont plus grands que la situation de guerre, les chantages permanents au nucléaire et aux énergies que nous connaissons. Rien ne nous empêche de développer une politique de partenariat fort avec les pays limitrophes de la Russie et désireux de se rapprocher de nous : l'Ukraine, la Géorgie, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, l'Ouzbékistan. Il faut également avoir à l'esprit le fait que la décolonisation de l'Empire russe/soviétique n'a pas été achevée en 1991 et que cela pourrait advenir un jour. Et peut-être plus vite que nous ne l'imaginons. L'affaiblissement du régime ne se limite pas seulement à la scène internationale, le pouvoir central s'affaiblit et s'affaiblira davantage avec les échecs militaires en Ukraine face aux périphéries, surtout celles peuplées par des minorités ou situées très loin de Moscou. Au lieu de refuser obstinément à y croire, il vaudrait mieux commencer à s'y préparer, y compris

pour limiter pour nos pays les dégâts potentiels en matière de sécurité.

Plus globalement, une analyse distanciée, ancrée dans l'histoire et une réflexion sur la nature de l'Etat russe, nous enseignent que la paix avec Moscou ne peut être ni durable, ni de bonne foi. Car la guerre est indissociable du régime russe. C'est sa nature, l'une de ses caractéristiques essentielles. L'impérialisme russe va de pair avec la guerre. Ironiquement, rappelons que Lénine, en parlant de l'impérialisme, disait que sa phase ultime était bien la guerre.

Sans invoquer la Deuxième Guerre mondiale, dans le déclenchement de laquelle Staline partage la responsabilité avec Hitler (le pacte Molotov-Ribbentrop et l'attaque des pays baltes et de la Pologne par l'Est), l'URSS, puis la Russie ont mené des guerres sans interruption : l'attaque de la Finlande, la conquête des Pays baltes, de la Pologne et de la Roumanie orientales, la conquête des Kouriles et du Sakhaline du sud aux dépens du Japon, la guerre frontalière contre la Chine, l'invasion de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, celle de l'Afghanistan... Depuis l'effondrement de l'URSS la tendance s'est même accélérée : la Tchétchénie (deux fois), la Géorgie, l'Ukraine, la Syrie... La guerre a apporté au régime de Poutine la popularité à l'intérieur, la possibilité d'éliminer définitivement les reliquats de l'opposition politique et des médias indépendants, ainsi que la puissance, le respect et la peur à l'extérieur.

Poutine a besoin de la guerre pour survivre. Chaque « paix » est un moment de répit stratégique et la préparation d'une prochaine guerre. L'histoire de l'empire russe est une succession des traités de paix et de retours à la guerre pour conquérir des nouveaux territoires en faisant fi des accords conclus quelques années auparavant. Les guerres contre l'Empire ottoman, contre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Suède et le Japon terminées avec des traités de paix, reprenaient dès que le tsar et ses ministres semblaient prêts pour lancer une nouvelle guerre de conquête. Les doctrines de la « Troisième Rome », du

« Communisme soviétique » et du « Monde russe » sont des idéologies expansionnistes, fondées sur la conquête des territoires ou la vassalisation des voisins se terminant souvent à terme par leur annexion pure et simple.

Cette soif de conquête ne serait pas possible sans la capacité d'embarquer dans ces aventures la société et le peuple russes. L'éducation soviétique puis russe, à travers les programmes scolaires, la filmographie et la poésie infantile, est remplie de références glorifiant les guerres, les victoires militaires et la capacité de sacrifice du peuple pour la victoire de l'Empire. L'acquiescement du grand nombre et son soutien aux aventures militaires du régime est donc un trait caractéristique et la révolte interne ne viendra qu'en cas d'une défaite sévère.

« Cette nation, essentiellement conquérante, avide à force des privations, expie d'avance, chez elle, par une soumission avilissante, l'espoir d'exercer la tyrannie chez les autres : la gloire, la richesse qu'elle attend la distraient de la honte qu'elle subit et, pour se laver du sacrifice impie de toute liberté publique et personnelle, l'esclave, à genoux, rêve la domination du monde ».

Astolphe de Custine

Cette phrase, écrite par Astolphe de Custine en 1839 reste terriblement d'actualité. Elle fait écho au graffiti écrit en grosses lettres majuscules sur un mur d'immeuble occupé par l'armée russe de la région de Kyiv et libérée par les forces armées ukrainiennes au printemps dernier : « Mais qui vous a permis de bien vivre ? »

Notes

- ① Contrairement à ce qu'on affirme souvent, Vladimir Poutine est bien affaibli sur la scène interne. Il ne l'est guère au niveau de l'opinion publique, très fortement atteinte par la propagande, mais sa réputation au sein de l'élite économique, bureaucratique et militaire est affectée. Plus que le peuple, ces derniers comprennent que la guerre était une erreur et que Poutine ne peut pas éviter la responsabilité des revers accumulés sur le front.